

# L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS  
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 406 - Décembre 2023



édito

## sommaire

- Edito **1**

- Les fautes  
inexcusables  
du gouvernement **2**

- L'imposture R.N. **3**

- Le livret A, ce n'est  
pas l'Armement **4**  
- Agenda et activités  
du syndicat

### EN ENCART :

- Assemblée Générale  
2024

**C**hers camarades, les fêtes approchant, le syndicat ne peut que vous souhaiter le meilleur pour la nouvelle année qui s'annonce. Mais comme chacune et chacun le sait, l'avenir n'est pas le fruit du hasard mais bien la résultante de celles et ceux qui le façonnent.

S'inscrire dans le syndicalisme, s'inscrire dans la lutte de classes, c'est concourir à écrire l'avenir et à ne pas le subir comme une fatalité.

Subir, c'est pourtant bien ce que tente de nous imposer la Macronie avec son cortège d'économies faites sur le dos des travailleurs, le tout bien évidemment encore et toujours au service de la finance et du Capital. Et pour cela tous les moyens sont bons, notamment le déluge de 49-3, hautement symptomatique d'un gouvernement qui n'a que faire de la démocratie.

L'appétit du capital est sans limite. Non content de dépecer la Sécurité sociale, voilà maintenant que le gouvernement entend utiliser les encours du Livret A pour financer l'économie de guerre prônée par Macron.

Améliorer encore la Sécurité sociale, œuvrer pour le logement social à l'heure où le taux de pauvreté et de SDF explose ou engraisser les marchands de canons, pour nous le choix est simple... Ce n'est objectivement pas le choix que font Macron et consorts.

Un tel mépris de la classe laborieuse ne peut que plonger les travailleuses et travailleurs dans le désarroi et nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui seraient tentés de se faire tromper par les sirènes mensongères de l'extrême-droite. Sirènes savamment entretenues par un Capital aux abois. Il serait bon de se rappeler qu'en d'autres temps et d'autres lieux, le capital déclarait : « *plutôt Hitler que le Front Populaire* ».

Et nous seuls pouvons nous y opposer. Nous pouvons le faire en nous inscrivant toutes et tous dans la « double besogne » si chère à la CGT, celle de satisfaire à l'intérêt immédiat des travailleurs, mais aussi de transformer la société. Ensemble, unis dans notre combat contre la Capital, contribuons encore à changer la condition humaine. Plus que jamais, nous avons notre rôle à jouer pour que continue à s'écrire l'histoire des « jours heureux ».

Michel CANESTRELLI  
Secrétaire Général



# Les fautes inexcusables du gouvernement

**Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024 veut imposer à notre système de santé de nouvelles économies à hauteur de 3,5 milliards d'euros minimum.**

**E**t pourtant les alertes se multiplient : épuisement généralisé des soignant.es, dégradation de la santé de la population, maltraitance dans les EHPAD ou les crèches du fait de manque de moyens, impossibilité d'accès aux soins, sous déclaration massive des accidents du travail... Pour autant le gouvernement fait la sourde oreille et reste imperméable à toutes ces alertes. Ainsi, les propositions de ce PLFSS sont loin d'être à la hauteur. La hausse de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) fixée à 3,2% se situera pour l'année 2024 en dessous de l'inflation et en dessous de sa « dynamique naturelle » d'augmentation à 4,6%.

**L'ONDAM reste un outil d'austérité et c'est pour cela que la CGT s'y est historiquement opposée.**

Avec une dimension « prévention » qui pèse bien peu, 250 millions d'euros tout au plus, ce PLFSS organise avant tout le démantèlement de nombreux droits et acquis :

- remise en cause du droit à un arrêt maladie en augmentant le contrôle sur les prescriptions,
- pillage des ressources de l'UNEDIC et de l'AGIRC/ARCCO,
- attaque contre les fondements de la réparation des Accidents de Travail / Maladies Professionnelles sous couvert d'une hypothétique amélioration de la rente AT/MP et remise en cause de la Faute Inexcusable

de l'Employeur,

- remise en cause des qualifications des médecins et gestion de la pénurie par l'extension de la prescription de certains médicaments aux pharmaciens.nes qui n'ont pas le temps et les moyens.

Ce PLFSS reste également bien silencieux sur les pénuries de médicaments. Au vu des terribles actualités dans les crèches privées, les hôpitaux et les EHPAD, les propositions du Gouvernement sont soit insuffisantes et inacceptables, soit inexistantes.

**Alors que les besoins de la population appellent un programme ambitieux pour les services publics de la petite enfance, de l'autonomie, de la santé et de l'action sociale, l'inaction et l'impuissance restent la seule réponse de ce gouvernement.**

Pour ce qui est du mode de financement à l'activité, les mesures annoncées concernant les transformations du financement des activités de médecine, chirurgie, obstétrique (MCO)

avec une remise en cause partielle de la centralité de la tarification à l'activité (T2A) laissent paradoxalement imaginer un renforcement de la marchandisation du soin. Lorsque l'on sait ce que la T2A, dans le cadre d'une enveloppe fermée comme l'ONDAM, a eu comme effet sur le système de santé, on ne peut que s'opposer à une réforme qui ne remettrait pas en cause cette contrainte budgétaire.

Dans une même logique austéraitre, PLFSS et conventions d'objectifs et de gestion (COG), en cours de renouvellement, entérinent l'insuffisance des moyens humains et financiers avec pour conséquence une nouvelle dégradation de la mission de service public de la sécurité sociale.

Chaque année, la Sécurité sociale s'éloigne de plus en plus de ses ambitions premières, celles défendues par la CGT dès sa création en 1945.

**La CGT s'oppose à ces logiques purement gestionnaires et revendique la restitution de la maîtrise de la sécurité sociale aux travailleur.es, la suppression des exonérations de cotisations sociales qui représentent plus de 80 milliards d'euros et une vraie réponse aux besoins en termes de santé, retraite, droit à l'autonomie, petite enfance... pour tendre vers une Sécurité sociale Intégrale.**

Afin de faire passer le texte sans vote à l'Assemblée Nationale, pour la 20ème fois Elisabeth Borne a de nouveau utilisé le 49.3.



# L'extrême droite... le bras armé du capitalisme en crise...

*Cet « épisode 5 », a pour objectif de rappeler très brièvement quelques vérités sur la place et le rôle de l'extrême-droite contemporaine au cœur de la crise du système capitaliste aujourd'hui.*

**R**appels indispensables pour que chacun(e) d'entre-nous fasse sienne, la nécessité de lutter contre ces idées dangereuses et mortifères.

La crise de 1929 a débouché sur la seconde guerre mondiale engagée par l'Allemagne nazie en 1939. Depuis la fin des années 1970, une nouvelle crise systémique est en marche et a déjà entraîné la fameuse crise financière de 2008.

Depuis, au milieu de ses propres contradictions, le capitalisme planétaire et financiarisé, tente de se sortir de cette nouvelle crise qu'il a lui-même générée, en ayant recours aux mêmes recettes du passé : **la fascisation des sociétés et la guerre.**

Nous sommes actuellement dans cette phase, où le capital avance pas à pas vers cette démarche dictatoriale et agressive, plus ou moins rapidement et/ou sous des formes diverses selon les époques, les rapports de force, les endroits et les contextes géopolitiques. C'est dans ce cadre qu'il adapte ses stratégies, toujours au service des profits et des fortunes de plus en plus colossales accumulées par quelques grands groupes multinationaux ou « mafieux » capitalistes. Les ingrédients de ces stratégies, mises en œuvre au détriment des travailleurs et des peuples en général, sont malheureusement bien connus : racisme, antisémitisme, homophobie, sexisme, mises en opposition au sein de la classe ouvrière, criminalisation des actions citoyennes et syndicales...

C'est dans ces conditions, que les

partis d'extrême-droite et néofasciste, qu'il s'agisse du FN/RN de Bardella et Le Pen ou de « Reconquête » de Zemmour, manœuvrent au service du capital autour de trois axes essentiels : 1 - La négation totale de la lutte des classes, 2 - la démagogie sociale et 3 - les attaques contre le mouvement ouvrier avec la volonté d'affaiblir et de détruire le mouvement syndical, comme nous l'avons déjà évoqué dans ces pages le mois dernier.

Cette volonté s'est déjà manifestée à plusieurs reprises depuis le début du XXème siècle avec le soutien du patronat, par la création de plusieurs syndicats corporatistes, nationalistes et antiétatistes pour concurrencer les syndicats dits « rouges » et s'opposer aux méthodes d'action de la CGT : c'est le cas de la CFT (Confédération Française du Travail) créée en 1959, devenue en 1977 la CSL (Confédération des Syndicats Libres) et dissoute au début des années 2000, qui n'hésitait pas à s'offrir pour les basses besognes, les services d'anciens collabos ou d'anciens de l'OAS. Leurs spécialités, la chasse aux immigrés et aux militants CGT. Ce sont ses nervis qui à Reims, en juin 1977 devant un piquet de grève ont assassiné Pierre Maître, militant CGT et blessé deux de ses camarades.

Dans les années 1990, le FN présente des listes aux élections professionnelles dans certaines corporations jugées utiles à son développement : police, transport, pénitentiaire, logement. Pour les élections prud'homales de 1997 il se

présente masqué, sous l'étiquette CFNT (Coordination Française nationale des Travailleurs) mais des recours judiciaires de la CGT, la CFDT et FO stoppent cette tentative.

Pour autant, le FN/RN n'a pas renoncé et a changé de stratégie. C'est désormais des tentatives d'implantation de ses militants dans les appareils syndicaux, ou d'attirer dans ses rangs des militants syndicaux, à l'instar de l'actuel maire d'Hayange, exclu de la CGT en 2011 pour avoir rejoint le FN.

### **La riposte antifasciste du syndicalisme doit-être implacable et sans concession !**

Si l'on regarde dans le temps long, les tentatives de l'extrême-droite de noyauter le mouvement syndical ont globalement échoué.

Pour autant le danger est toujours bien présent, d'autant qu'une partie non négligeable du salariat, trompé par l'enfumage et la stratégie de dédiablement en cours, arrive à se reconnaître dans ces valeurs.

### **Il nous faut donc poursuivre ensemble et sans relâche le combat, sans aucune concession, sans faire le dos rond !**

Notre syndicalisme de classe CGT doit placer le débat sur le terrain de la confrontation entre le capital et le travail pour éclairer sur la situation politique, économique et sociale tout en faisant vivre nos analyses et propositions pour redonner espoir à toute la classe ouvrière et démontrer le danger imminent du « capitalo-fascisme ».

Michel RENOUF

# Le Livret A, ce n'est pas l'Armement :

## l'épargne populaire utilisée pour l'industrie de la Défense.

### La CGT dit NON au choix de la guerre contre le progrès social !

*Le volet dépenses de la loi de finances 2024 est passé en force avec un nouveau 49-3.*

Il intègre l'adoption d'un amendement parlementaire (Renaissance, Horizon, LR) qui permet le financement de l'industrie de défense par le Livret A et le Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS). Une part des ressources collectées par les établissements bancaires distribuant les deux livrets est centralisée par la Caisse des dépôts et consignations pour financer le logement social. Une autre part, environ 40 % du total et représentant plus de 200 milliards d'euros disponibles, sert au financement de la création et du développement des petites et moyennes entreprises, à la transition énergétique, à la réduction de l'empreinte climatique, à l'économie sociale et solidaire. Elle pourra maintenant servir « au financement des entreprises, notamment petites et moyennes, de l'industrie de défense française » et donc à l'économie de guerre. Ce projet avait déjà été envisagé dans la loi de programmation militaire, cet été, mais retoqué par le Conseil Consti-

tutionnel. Il est de la plus grande hypocrisie d'envisager une telle manœuvre. On ne finance pas la paix en investissant dans la guerre ! Le Livret A accueille massivement la mission de service public d'accessibilité bancaire dévolue aux usagers par La Banque Postale. Il est intenable d'utiliser l'épargne des travailleurs, notamment des plus précaires, pour prendre le parti « de la guerre contre celui du tout social », au lieu de répondre aux besoins des populations. Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / presse@cgt.fr © 2023 service-presse.cgt.fr Après la décision de gel en dessous de l'inflation du taux d'intérêt à 3% jusque 2025, c'est à nouveau un mauvais coup porté à ce placement populaire, plébiscité et reconnu pour le financement du logement social. À l'heure où les ménages sont confrontés à une crise catastrophique du logement, de la construction à l'attribution, à l'heure où les charges locatives explosent, le gouvernement tente de s'accapa-

rer le système d'épargne populaire et de financement du logement social. Le rythme des constructions de logements sociaux s'est considérablement ralenti. La rénovation des passoires thermiques est loin d'être engagée à la hauteur des besoins. Avec plus de 4 millions de nos concitoyens sans logis ou mal logés, il y a urgence à construire et rénover ces logements sociaux ! Le livret A doit être prioritairement utilisé à cet effet et servir aux investissements des collectivités locales et aux enjeux de transition écologique. **Avec 55 millions d'utilisateurs pour l'un et 25 millions pour l'autre, l'utilisation des encours du Livret A et du LDDS doit s'inscrire dans le fonctionnement d'un pôle financier public, sous contrôle notamment des usagers. La CGT s'oppose donc fermement à ce nouveau fléchage et demande des moyens supplémentaires pour le logement social et le financement de la transition écologique.**

## Agenda et activités du syndicat

**Judi 23 et vendredi 24 novembre :** participation de Michel Canestrelli, Alain Glemet, Daniel Césana au congrès de l'Arsenal de Toulon et ses antennes.

**Judi 7 décembre :** participation à une Assemblée Générale préparatoire au congrès de l'UL La Garde. Délégation de notre syndicat, Michel Camatte, Franck Serval, Alain Bolla.

**Judi 14 décembre :** réunion du bureau : point organisation, mandat CPAM et USR 83, assemblée générale de notre syndicat, comptes rendus du congrès de l'Arsenal et de l'UL de La Garde.

### Le collectif organisation communiqué :

A votre écoute, nous avons décidé d'instaurer une permanence physique mensuelle dans nos locaux de la Bourse du travail de Toulon à partir de décembre 2023.

Permanences où nous pourrions aborder divers sujets qui vous préoccupent. L'idée étant d'apporter un soutien fraternel aux syndiqués, quels que soient leurs problèmes ou difficultés administratives ou autres... Dont ceux traités avec brio par nos camarades de La Seyne sur lesquels nous nous appuyerons bien évidemment.

Ci-dessous le planning de décembre 2023 à juin 2024 inclus : les jeudis 11 janvier, 15 février, 14 mars, 18 avril, 6 mai, 13 juin de 14 heures à 16 heures.

**Ces permanences seront assurées par Myriam Pellat et Jean-François Vicens dans nos locaux : 13, avenue amiral Collet - 83000 Toulon - Tel : 04 94 18 94 57**